

MINISTÈRE DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE L'ARCHITECTURE.

DIRECTION  
DES MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Le MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

Vu l'arrêté du 18 Juin 1929

La Commission des monuments historiques entendue;

portant inscription sur  
l'Inventaire Supplémentaire  
des Monuments Historiques  
des façades sur rue et sur cour  
du bâtiment principal de l'  
hôpital de Colmar et le  
portail sur le vestibule du  
bâtiment d'entrée.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Vu la destruction du  
bâtiment d'entrée de  
l'hôpital précité

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 18 Juin 1929  
est modifié comme suit: Les façades

principales et latérales de l'hôpital sis 9  
Grande Rue à Colmar ( Haut Rhin)

appartenant à aux hospices Civils de Colmar

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la ~~Commune~~ ville de  
Colmar et aux Hospices Civils de Colmar

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution

Paris, le

4 avril 1946

Par délégation

Le Directeur Général de l'Architecture

Signé: DANIS

T. S. V. P.



MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

Vu la loi du 20 Mars 1929 introduisant en Alsace et en Lorraine les dispositions législatives et réglementaires concernant les Monuments Historiques.  
La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les façades sur rue et sur cour du bâtiment principal et le portail sur le vestibule du bâtiment d'entrée de l'Hôpital de COLMAR (Haut-Rhin)

appartenant à ux Hospices civils de COLMAR

sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de COLMAR et au Président de la commission administrative des Hospices

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 18 JUIN 1929.

Pour le Ministre et par délégation spéciale  
Le Directeur Général des Beaux-Arts

T. S. V. P.  
Paul LEON